

Une initiative collaborative « éclairée » au service des collectivités

Les enjeux sociaux, écologiques, technologiques et financiers sont indissociables si l'on veut améliorer la qualité de vie dans nos territoires, tout en ayant une utilisation responsable des ressources de notre planète. Les solutions techniques et les infrastructures existent mais les modèles économiques actuels ne permettent pas leur déploiement. C'est pourquoi, Société Générale, Signify, TDF, Nokia et Upciti ont amorcé un dialogue pour la co-construction d'une solution intégrée d'éclairage public « intelligent ».



Les collectivités territoriales sont confrontées à un effet ciseaux. À savoir, la forte progression de leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement, nécessaires pour répondre aux enjeux environnementaux et sociaux, n'est pas compensée par une augmentation équivalente de leurs recettes.

L'éclairage public est un exemple criant de ce constat. Selon l'AFE (Association française de l'éclairage), les collectivités dépensent chaque année près de deux milliards d'euros, répartis entre maintenance (50 %), renouvellement du parc (25 %) et consommation d'énergie (25 %). L'association estime à au moins 30 ans le temps nécessaire pour un renouvellement complet du parc, dont près de la moitié des équipements ont aujourd'hui plus de 25 ans.

DES LAMPADAIRES « AUGMENTÉS »

Au-delà de sa fonction principale, l'éclairage public est aussi l'un des leviers clés de la transition énergétique et numérique. D'un

L'éclairage public est aussi l'un des leviers clés de la transition énergétique et numérique.

point de vue énergétique, le passage à l'éclairage LED permet de réduire la consommation d'énergie de 50 à 70 %, et l'intégration de panneaux solaires devient une solution complémentaire.

De plus, les lampadaires, dits « augmentés », apportent de nouveaux services, permettent de nouveaux usages et créent de la valeur. Par exemple, ils peuvent aussi servir de bornes de recharge pour les équipements et véhicules électriques ou encore de relais 4G/5G/Wi-Fi, contribuant ainsi à l'amélioration de la couverture réseau.

Enfin, ils peuvent intégrer des capteurs pour analyser, entre autres, la qualité de l'air, le

En ville, mais aussi dans les zones rurales, le renouvellement de l'éclairage public est l'occasion d'améliorer la qualité de vie et d'utiliser les ressources de façon plus responsable. Cet investissement pèse lourdement sur les collectivités et les luminaires « augmentés », s'ils sont une source d'économies peuvent aussi fournir des données valorisables.

PÔLE DE COMPÉTENCES ET ÉCONOMIE D'ÉCHELLE

La mise en place d'un projet d'éclairage public requiert des compétences techniques, commerciales, juridiques et financières. La création d'un pôle d'expertise regroupant ces expériences et mis à disposition des communes et collectivités semble être un préalable nécessaire à une mutualisation de plus grande ampleur. En effet, la mise en place des projets d'éclairage public pourrait être simplifiée, standardisée mais aussi significativement optimisée grâce aux économies d'échelle et à un pôle de compétences maîtrisant les meilleures pratiques dans chaque domaine impliqué.

En s'appuyant sur ce nouveau modèle économique centré sur les impacts positifs et générateurs de revenus et d'économies et en centralisant l'expertise nécessaire, « *la réalisation des projets de rénovation des parcs d'éclairage public pourrait se faire à coût et délais réduits mais aussi à plus grande échelle* », estime un collectif en cours de formation. Ouvert à d'autres participants, il est aujourd'hui constitué par :

- **Olivier Duroyon**, Directeur Segment Secteur Public, Nokia Enterprise ;
- **Julien Baranzelli**, Directeur Marketing, Signify France ;
- **Marie-Aimée Boury**, Managing Director et Head of Impact Based Finance, Société Générale ;
- **Jean-Louis Mounier**, Co-Directeur Général de la division Telecom, TDF ;
- **Jean-Baptiste Poljak**, Président et Fondateur, Upciti (fournisseur de données pour les Smart Cities).

bruit ou encore les flux de biens et de personnes pour contribuer à l'amélioration de la qualité de vie dans nos territoires.

FINANCEMENT À IMPACT POSITIF

Cette nouvelle génération d'infrastructure, urbaine et aussi rurale, se finance traditionnellement via différents modes, tels que les partenariats public-privé ou les marchés globaux de performance (« MGP »). « *De nouvelles approches permettraient de résoudre à court terme cette équation : améliorer la qualité de service public et rénover les infrastructures tout en répondant aux enjeux de la transition énergétique sans augmenter la fiscalité ou la dépense publique* », est-il de plus en plus estimé.

C'est toute la raison d'être du nouveau modèle économique, dit « *finance à impact positif* ». En rupture avec le modèle actuel, ce récent système de financement place les impacts attendus des nouveaux services au cœur de la stratégie d'investissement et permet d'exploiter leurs potentiels, encore inexplorés, en cherchant à maximiser leur capacité à générer des revenus de source privée.

Dans ce contexte, les lampadaires « *augmentés* » produisent plus que de la lumière. Ils fournissent de la donnée valorisable car précise, localisée, en temps réel et de nouveaux services dont l'exploitation, associée aux économies d'énergie et de maintenance, peuvent être chiffrés et éventuellement monétisés pour financer la rénovation du parc. ■ JD